

## Entretien avec l'URiT

**Andrea Cavazzini, Marco Morra et URIT**

Traducteur : Andrea Cavazzini

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/grm/2161>

DOI : [10.4000/grm.2161](https://doi.org/10.4000/grm.2161)

ISSN : 1775-3902

### Éditeur

Groupe de Recherches Matérialistes

### Référence électronique

Andrea Cavazzini, Marco Morra et URIT, « Entretien avec l'URiT », *Cahiers du GRM* [En ligne], 16 | 2020, mis en ligne le 07 juillet 2020, consulté le 27 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/grm/2161> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/grm.2161>

---

Ce document a été généré automatiquement le 27 décembre 2020.

© GRM - Association

---

# Entretien avec l'URiT

Andrea Cavazzini, Marco Morra et URIT

Traduction : Andrea Cavazzini

---

## NOTE DE L'ÉDITEUR

Cet entretien a été réalisé au cours de l'automne 2019. Nous avons voulu connaître et faire connaître le travail de l'URiT (Unité de Recherches sur les Topographies Sociales, constituée en 2008 auprès de l'Institut Universitaire « Suor Orsola Benincasa » de Naples). L'URiT est un groupe de recherches dont le travail porte sur la gestion des territoires et des populations en tant que paradigme du gouvernement néolibéral. La leçon théorique de Foucault et de Bourdieu s'y articule à la tradition italienne de la « *conricerca* » et des enquêtes militantes des années 1960 et 1970, dont le but est d'opérer la déconstruction des rapports de pouvoir étudiés. Ainsi, l'URiT représente à la fois une expérience de sociologie « engagée » dont la pratique de l'enquête dans des sites socialement et politiquement « sensibles » représente un aspect essentiel et un site où le savoir des « enquêteurs » et celui des « enquêtés » se rencontrent et se modifient l'un l'autre.

Les *Cahiers du GRM* ont réalisé cet entretien afin de présenter le travail de l'URiT. Le récit et l'analyse de cette expérience ont reposé principalement sur la « mémoire historique » d'Antonello Petrillo, avec les interventions d'Anna d'Ascenzio et de Stefania Ferraro.

Les questions ont été élaborées par Andrea Cavazzini et Marco Morra suite à des discussions avec Fabrizio Carlino et Marco Rampazzo Bazzan ; Marco Morra a rencontré à plusieurs reprises les membres de l'URiT ; l'enregistrement des entretiens a été retranscrit par Andrea Cavazzini.

☞ Traduction de l'italien par Andrea Cavazzini. Les notes de bas de pages entre crochets sont du traducteur☞.

*Cahiers du GRM* : Quelle est l'origine de votre groupe ? Dans quelle période et à partir de quel contexte historique et politique s'est-il constitué ? Quels étaient les buts et les objectifs qui

ont déterminé sa naissance ? Ou, si l'on préfère cette formule, à quelles questions et à quelles exigences a-t-il voulu donner une réponse ?

*Antonello Petrillo* : Notre groupe naît à partir d'instances portées par des chercheurs individuels, il n'a de cesse de se modifier, sa composition se modifie fréquemment. Certains sujets partent au fil du temps, pour des raisons différentes : des raisons qui sont parfois personnelles, parfois au contraire liées à des différends autour des stratégies globales du groupe – souvent aussi à cause des ressources à disposition, qui sont maigres, d'où la nécessité pour certaines personnes de se procurer ailleurs leurs sources de gain. Je suis le membre le plus « ancien », puisque je suis le seul « garanti », qui a un poste : je suis celui qui est là depuis toujours, et donc je sais, grâce à mon ancienneté, des choses que les autres ignorent, bien que tout soit très transparent dans notre activité. Il n'en reste pas moins que ma mémoire est la plus ancienne concernant le groupe, mais non nécessairement la plus importante.

Du point de vue biographique, le groupe est né au moment de ma nomination comme professeur associé, à une époque qui a aussi impliqué des changements au niveau personnel : ma nomination a entraîné une crise subjective, car ma subjectivité était étrangère à l'institution universitaire, et, voilà, je me suis retrouvé Professeur ! Bien entendu, j'avais voulu cela, j'avais passé un concours... mais je restais néanmoins une espèce de conscrit réfractaire, j'avais renoncé à passer maints concours. Mais, finalement, lorsque j'ai décidé d'intégrer l'institution, j'ai essayé de rester moi-même, celui que j'étais avant d'accéder au professorat. J'ai donc essayé d'entamer un effort de déconstruction du pouvoir qui m'aurait dorénavant habité. Tu as un statut, tu es professeur, et l'enseignant fait partie d'un dispositif de pouvoir : à trente-cinq ans, tu ne peux pas faire semblant d'ignorer ce qu'est une Université, ce qu'est le pouvoir universitaire, le dispositif que tu intègres...

Ainsi, l'idée de l'URiT part d'abord de ce geste de réflexivité, de cette tentative d'isoler tous les flux de pouvoir qui passaient désormais par ma personne, les arrêter à la source, en empêchant que ma personne finisse par transmettre en aval les impulsions du pouvoir. C'était quelque chose de très personnel, peut-être d'ordre psychanalytique, sans doute auto-réflexif au sens de Bourdieu : savoir qui tu es. Je suis issu de la petite bourgeoisie provinciale, d'un couple d'enseignants, et je débarque dans la grande ville sans appartenir à un milieu<sup>1</sup> très conscient, sociologiquement averti. C'est ce que Bourdieu raconte de son accès à l'ENS : je me sentais moi aussi plus proche de l'autre côté de la barricade, de l'élève un peu perdu que le professeur exclus de la classe. C'était un vrai problème d'identité : je ne m'identifiais pas au milieu universitaire, composé d'héritiers<sup>2</sup>, je n'avais pas les bons réflexes ; certes, je n'appartenais pas au *Lumpenproletariat* mais je gardais néanmoins une certaine timidité dans les relations humaines qui me venait justement de cette petite bourgeoisie provinciale.

J'ai donc essayé de partager cette responsabilité : je ne voulais pas devenir une chaire, je voulais rester un être humain. Je me suis donc ouvert à d'autres sujets qui souhaitaient partager avec moi cette responsabilité, cette manière d'essayer de briser le dispositif de pouvoir de l'intérieur.

De nombreux individus se sont succédés dans ce processus de coopération, pour les raisons que j'ai déjà rappelées à propos des ressources. J'ai toujours été attentif, de ce point de vue, au partage des ressources : par exemple, lorsqu'on arrivait à faire financer un projet de recherche, on tenait compte des intérêts scientifiques et de la

situation globale des besoins des personnes impliquées : qui avait particulièrement travaillé sur un sujet, mais aussi qui avait un ou deux enfants, etc. Ainsi, nous mettions en commun les ressources, certes d'une manière informelle, au sens d'un *compagnonnage*<sup>3</sup> spontané, et non d'une redistribution institutionnelle. Cela étant dit, les ressources ont toujours été rares, d'où la « mortalité » assez élevée de nos chercheurs...

Tout cela remonte à 2001, à l'année de ma nomination comme professeur associé. L'URiT en tant que projet consciemment articulé est né bien plus tard, en 2008 : Stefania était déjà dans le circuit, Anna l'a rejoint un peu plus tard.

*Cahiers* : Il y a donc un devenir de l'URiT, une histoire qui est déjà porteuse d'un sens. Du coup, on aimerait savoir quelles ont été les « étapes » ou les « tournants » principaux de cette histoire : y a-t-il eu des conjonctures qui ont imposé une transformation de vos objectifs et de votre travail ?

A.P. : L'URiT au sens strict du terme naît en effet à partir d'un épisode particulier. On était dans les Pouilles, en décembre 2008, et on a pu observer le commencement de cette gigantesque campagne médiatique sur les « révoltes des déchets » à Naples<sup>4</sup>.

Ce n'était pas les premières mobilisations citoyennes autour du problème des déchets, mais pour la première fois ces luttes ont fait l'objet d'une médiatisation et d'une diffusion inédites : non seulement à cause de la durée de cette problématique dans un contexte que nous connaissons mieux maintenant : celui de la presse « postfordiste », avec ses cycles très rapides de la rentabilité de l'information et où les informations ont une durée moyenne de deux ou trois jours – là, par contre, les médias ont parlé de ces luttes pendant plusieurs mois. Nous avons aussi constaté un changement qualitatif.

Je veux dire qu'étaient appliquées à des luttes sociales des catégories descriptives habituellement destinées à qualifier des groupes ethniques, des migrants... le vocabulaire de la « culture » faisait son apparition, au sens d'une culture naturalisée, une culture vue comme de l'atavisme. Faisaient retour dans les reportages des journaux les spectres des Lombroso, Niceforo, Orano, de l'« école positive »<sup>5</sup>. Même la grammaire des images utilisées rappelait cette application si massive, si exhibée, de ces catégories – nous travaillions à l'époque dans le Département de Science de la communication, donc pour nous l'usage des images était un aspect important.

Je me rappelle en particulier un reportage télé de l'émission *Porta a porta* : le journaliste interviewe des dames qui habitent la commune de Terzigno – elles étaient évidemment montrées par la caméra d'une manière particulière, suivant une certaine grammaire, les visages écrasés, montrées dans leur désordre, avec des marmots au cou, en train de brailler une langue incompréhensible, transpirantes, grosses... Et, tout de suite après, le reportage montre l'incinérateur de déchets : une tour qui se dresse, flamboyante, avec autour tous ces petits bonhommes dans leurs blouses blanches, aseptisés, propres... D'un côté, la rationalité, la science, le progrès, et de l'autre côté la barbarie et l'arriération ; et puis le propre et le sale, le haut et le bas, mais aussi le masculin et le féminin : d'une part des femmes, d'autre part cet incinérateur en érection... Bourdieu nous a appris comment déchiffrer la sémiotique des médias, la signification de certaines techniques photographiques...

En somme : pour la première fois depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle une population tout entière était stigmatisée en utilisant ces catégories-là. C'est comme si les médias disaient :

« Regardez, ces gens sont tellement barbares qu'ils ne savent même pas comment trier leurs propres déchets », ce qui déclenche ensuite le dispositif de l'état d'urgence pérennisé en tant que dispositif de pouvoir.

*Cahiers* : Donc, à partir de cela une réflexion s'est développée...

A.P. : Bon, nous étions justement dans les Pouilles à ce moment-là, chez des amis progressistes, des bien-pensants de gauche, qui nous posaient des questions sur ce qui se passait, tout en ayant déjà incorporé ces schémas : un peu comme quand, après un attentat, on interpelle un pauvre hère de pakistanais en lui disant : « Mais tu condamnes Daech ou pas ? ». Et donc ils nous posaient à nous aussi des questions de ce genre : « Mais vous, vous êtes originaires de cette région-là, mais vous n'êtes pas comme eux ? »

C'est à partir de là que l'idée nous est venue de constituer un groupe autour du problème des topographies sociales : les articulations des espaces en tant qu'articulations de conduites et de cultures – en arrière-plan on avait Bourdieu, mais aussi Foucault et le travail magistral d'Edward Said.

*Cahiers* : À ce propos, à propos donc de la référence que vous faites à Said, de la critique de l'orientalisme et de votre allusion à l'application de catégories « ethniques » à l'égard des populations des quartiers pauvres et des provinces, un aspect très important de votre travail est l'attention que vous portez à la scène internationale, au discours et à la pratique des « Droits de l'homme », au phénomène migratoire, aux transformations de la guerre : des champs au sein desquels la construction de l'identité « naturelle » de l'étranger, du barbare ou de la victime revêt un rôle fondamental – vous avez en particulier travaillé sur la société civile iraquienne après la guerre. Quels liens existent, à votre avis, dans le contexte des rapports capitalistes actuels et de la gouvernamentalité néolibérale entre, d'une part, des phénomènes très précisément localisés tels ceux qui caractérisent le territoire de Naples et de la Campanie et, d'autre part, la scène internationale ? Est-il possible de décrire la manière dont de tels phénomènes « font système » les uns avec les autres ?

A.P. : Il nous a semblé que, quelque part, un *fil rouge*<sup>6</sup> reliait toutes ces productions d'ordres discursifs. C'est-à-dire, les ordres discursifs sur l'Iraq barbare et arriérée, sur les mamans de Pianura et de Terzigno, sur les migrants, sur les travailleurs de Pomigliano – le portrait dressé par Marchionne de l'ouvrier de Pomigliano vient tout droit des portraits que les livres « orientalistes » du XIX<sup>ème</sup> siècle faisaient des « orientaux », des « levantins » : des gens désœuvrés, qui n'ont pas envie de travailler<sup>7</sup>.

*Cahiers* : Des barbares orientaux...

A.P. : Oui, l'ouvrier de Pomigliano est un barbare, un oriental, à cause justement de sa paresse et de sa nature passionnelle : ses actes irrationnels, féminins, non-virils, typiques de ces ouvriers là... Leur fourberie : ils prennent leur pause pipi et restent aux toilettes pendant trois heures... Des grilles que tu trouves à l'identique dans la littérature orientaliste au XIX<sup>ème</sup> siècle.

C'est là que nous nous sommes aperçus de ce qui était en train de prendre forme autour des sciences sociales : les sciences sociales faisaient donc partie de ce dispositif, elles prenaient part à ce tournant néopositiviste des sciences sociales, avec les publications sur les cultures ethniques des migrants, etc. La sociologie, qui nous avait habitués tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle à l'analyse de données finalement assez banales telles que les statuts, les générations, le genre, les revenus, etc., eh bien tout cela était en train de disparaître : à Pianura, à Pomigliano, à Nassirya, à Mossoul, il

n'existait pas de condition sociale objective, il n'y avait que des formes culturelles. C'était une réécriture de la classe sous la forme de la race, typique justement du XIX<sup>ème</sup> siècle. Cela a commencé à nous interroger, à faire qu'on se demande ce que les sociologues font au juste. C'était notre discipline, après tout ; bien sûr, nous ne nous reconnaissons déjà guère dans les institutions universitaires, mais là nous avons commencé à mieux comprendre quelles directions la sociologie était en train d'emprunter du point de vue institutionnel.

D'où l'idée de nous consacrer à des pratiques qui autrefois se seraient appelées « conricerca »<sup>8</sup> : nous étions guidés par des modèles historiques, l'expérience de Panzieri, celle de Foucault avec le GIP, mais aussi le voyage en Iran du même Foucault afin d'étudier la révolution, et son projet – très fort – du « reportage d'idées »... et en effet des collègues importants, puissants au niveau institutionnel, nous ont traités de journalistes, ont affirmé qu'on ne peut importer la chronique dans la sociologie, qu'il ne faut pas introduire en sociologie la dimension *événementielle*<sup>9</sup>. Mais c'est précisément ce nous voulions faire : être là où des nouvelles idées sont produites, et les idées nouvelles sont produites dans les conflits. Ainsi nous avons décidé de nous plonger dans les luttes autour des décharges. On s'était aperçu qu'un dispositif d'état d'urgence s'était mis en place : il n'y avait pas une mobilisation des savoirs, un recours aux experts scientifiques pour fixer les conditions de construction des décharges. La distribution des décharges et des incinérateurs sur le territoire était fixée sur la base d'un partage des espaces organisé autour d'une double topologie : d'une part, l'aire périphérique de la métropole, la zone périurbaine, dont on connaît la désorganisation sociale – on sait comment la banlieue de Naples est née : cette fragmentation des espaces, ces non-lieux dépourvus d'identité, avec une présence importante de la Camorra... Les autorités supposaient que les habitants de ces espaces ne se seraient pas révoltés, qu'ils seraient restés dociles. D'autre part, la campagne métropolitaine, l'Irpinie ou le Sannio : des lieux dépeuplés, ou peuplés uniquement de femmes et de vieillards. Nous voulions analyser ces situations en faisant un lien avec l'activisme politique et social, car nous avons vu des scènes dramatiques, extrêmement violentes, pendant les affrontements avec la police. Le problème se posait de fournir des éléments d'un savoir-faire tactique, militaire, juridique, dont les insurgés étaient souvent dépourvus.

*Cahiers* : Par la suite, vous avez publié des interventions sur ces événements...

*A.P.* : Oui, nous avons publié plusieurs choses, entre autres un ouvrage intitulé *Biopolitica di un rifiuto*<sup>10</sup>, qui s'inspire de Foucault mais aussi des suggestions d'Achille Mbembe, sur la nécessité de tenir compte non seulement de la biopolitique mais aussi de la thanatopolitique – d'ailleurs, Foucault traitant de la guerre a déjà dit qu'un système de gestion de la population se structure aussi comme un système de gouvernement de la mort, comme une gestion de la vie jusqu'à sa prise en charge en tant que « vie nue ». Il s'agissait donc de comprendre de quelle manière cette vie nue devait être re-spatialisée en fonction des stratégies du capital global : ce qui fait qu'à Naples les incinérateurs, les décharges, les entreprises qui les gèrent, sont vus comme nécessaires, et que les habitants qui s'opposent à tout cela ne sont plus des citoyens qu'il faut inclure dans le « soin » biopolitique, mais deviennent un facteur pathogène, qui empêche l'application de ces soins, un ennemi intérieur – donc on les produit en tant que non-citoyens, comme chez les historiens français dont Foucault parle dans le cours intitulé *"Il faut défendre la société"*, pour lesquels le peuple n'était pas la vraie nation, les vrais Français étant les descendants des Germains... Ainsi, il importait de comprendre ce dispositif qui faisait des habitants de

Naples et de la Campanie une non-population, un facteur barbare et pathologique au sein de la « vraie » population.

*Cahiers* : Ce dispositif, tel qu'il apparaît dans vos analyses, était donc un système de catégorisation qui était en train de s'imposer en particulier à travers le discours des médias, un partage entre barbares et civilisés – tu as fait allusion au discours de Marchionne à l'égard des ouvriers, du reportage de *Porta a porta* sur les habitants de Terzigno...

*A.P.* : Bien entendu, Marchionne et les journalistes ne sont pas les auteurs de ce discours, ils n'en sont que les « parlants ». Il n'y a pas un « grand maître », un régisseur caché – on le sait après Foucault, le pouvoir est une microphysique, mais cette microphysique s'articule au processus général de la mondialisation, qui affaiblit les structures locales de la politique, et qui facilite l'émergence de ce genre de discours.

*Cahiers* : Pouvez-vous indiquer, dans les sciences sociales contemporaines, des auteurs, des œuvres ou des courants qui incarnent d'une manière particulière ces stratégies, cette vague néopositiviste ?

*A.P.* : Sur le cas napolitain, il y a eu des publications dans le cadre de la recherche universitaire – des articles, davantage que des livres –, mais il s'agissait surtout d'une efficacité en termes d'exposition publique de la recherche savante, du sociologue invité à discuter sur les plateaux télé... Le poids de l'Université s'est exercé surtout sur le plan des rapports avec les médias, ce qui constitue une différence d'avec l'Université au XIX<sup>ème</sup> siècle. Autrefois, Lombroso, Niceforo ou Orano s'adressaient principalement aux élites de l'État libéral, la représentation électorale étant rigoureusement censitaire... L'« école positive » n'avait pas un public de masse. Dans les démocraties contemporaines, qui évoluent vers des formes de mobilisation ponctuelle du consensus à travers les médias – que l'on songe au soi-disant « populisme » : une catégorie qui mériterait une longue discussion –, l'Université est mobilisée moins à travers la production d'ouvrages au sens propre du terme – d'ailleurs, l'usage des statistiques par Lombroso aujourd'hui serait une source d'embarras, les falsifications massives des données n'étant plus utiles pour construire un discours cohérent depuis que les données circulent à travers le web ; pourtant, une superposition s'est constituée entre l'Université et la communication publique : l'interview à la télé, la déclaration publique donnée pendant la pause dans un colloque... autant de contextes où un savant peut dire des énormités, et donc par exemple dire que les napolitains se comportent de telle ou telle manière faute d'avoir eu un développement industriel.

D'ailleurs, ces clichés positivistes surgissent déjà après la guerre : que l'on songe à la vague des sociologues anglosaxons qui visitent le Sud de l'Italie dans les années Cinquante, et qui présentent le Sud comme l'Inde ou l'Afrique, mais sans lions ni fauves divers et variés : une Afrique intérieure, où il est facile de faire de l'ethnographie. Ensuite, à une époque plus récente, que l'on songe encore à un auteur comme Robert Putnam<sup>11</sup>, très apprécié par le Partito Democratico, et à ses thèses sur le civisme, sur la tradition démocratique des « régions rouges », des « réseaux de solidarité » en Emilie, etc. Des discours qui ont été réorganisés et mobilisés à l'occasion de ces luttes sociales. Tel fut l'objet initial de notre projet.

*Cahiers* : Quel était donc votre objectif immédiat ? La destruction de ce système discursif ?

*A.P.* : Notre objectif était avant tout de nous positionner : comprendre qui on était, ce qu'étaient les sciences sociales. Nous comprîmes que tous nos objets d'études – les révoltes sociales napolitaines, les migrants, la population irakienne – étaient reliés

par un *fil rouge*<sup>12</sup> : une pratique de délégitimation de la parole, de dépolitisation des sujets.

Dans un article très beau, Said, qui était musicologue, parle du *Fidelio* de Beethoven, de Florestan réduit au silence parce que sa vérité était gênante pour le pouvoir. Mais à ce silence correspond une hypersonorité, une hypernarration sur Florestan, par les savoirs constitués. C'est ce que dit Foucault dans *Surveiller et punir* sur la condition du coupable. Le coupable, dans l'Ancien régime, est une partie essentielle du procès. Il est le vrai *deus ex machina* de la machine du procès, à cause de sa parole, de son aveu : car, ce n'est que l'aveu du coupable qui peut reconstituer le cercle brisé du discours du Souverain. Tout le dispositif vise à obtenir l'aveu, non une seule fois, mais cent, mille fois. Pourtant, comme Foucault l'explique, après le passage des régimes de punition aux régimes de surveillance, cette figure du coupable disparaît : le coupable peut mentir, on lui accorde le droit de mentir au cours du procès, car, de toute façon, ce qu'il dit n'a plus la moindre importance – les experts vont parler à sa place...

Quelle stratégie voyons-nous ici ? Les Irakiens de Fallouja, qui se révoltent, non contre une « occupation » abstraite, ou pour l'État islamique, du moins au début, mais contre la dégradation de leurs conditions d'existence – car le régime de Saddam Hussein garantissait une espèce de Welfare State fascistoïde, comme celui de Mussolini : salaires, retraites, etc., et tout cela a volé en éclats après l'occupation – ; alors, ces Irakiens, il faut rattacher leur parole à la barbarie orientale.

Or, les mères de Terzigno exprimaient à leur manière des vérités scientifiques, incontestables : combien d'enfants morts dans cette commune ? Dans une famille, un enfant, dans une autre, quatre... Donc, leur parole exprimait des données brutalement objectives. Il fallait donc, non seulement faire taire cette parole, mais aussi faire parler quelqu'un d'autre à sa place : l'expert. C'est ainsi que le Directeur du Bureau pour la Prévention du Ministère de la Santé finit par dire publiquement que la mortalité anormalement élevée des habitants de la « Terre des feux »<sup>13</sup> dépend de leurs habitudes malsaines : la malbouffe, le tabac et les drogues... Et c'est la même stratégie adoptée avec les migrants racontant leurs conditions à Rosarno, à Castelvoturno...

*Cahiers* : C'était aussi l'époque de Pomigliano...

A.P. : Pomigliano, c'est un peu après... Quoi qu'il en soit, pour nous, les dates importantes s'étalent entre 2008 et 2013, qui est aussi la période des Printemps arabes et de la manière dont ces épisodes furent décrits en Occident. C'est la période au cours de laquelle nous fabriquons, non pas un paradigme, mais un mode de production de la recherche, en délimitant un champ : nous nous apercevons, pour simplifier, que la sociologie s'oriente vers une réécriture positiviste du lien entre territoire et population.

*Cahiers* : Ces événements ont donc été des étapes, des tournants dans votre trajet, définissant un champ. Nous aimerions approfondir avec vous la nature de ce champ : pourriez-vous nous parler de votre manière de travailler ? Quelles pratiques, quelles procédures de recherches et d'intervention considérez-vous comme essentielles et typiques pour le groupe et pour son travail ?

A.P. : Pour nous, cette délimitation d'un champ a voulu dire décider de produire des recherches depuis la base, en impliquant aussi les sujets « situés » dans la production

des catégories analytiques – nous nous inspirons profondément de la méthode utilisée par Bourdieu dans la *Misère du monde*.

Nous ne croyons pas, comme le rappelle justement Bourdieu, que le « peuple » soit porteur d'une vérité uniquement parce qu'il est dominé – ce serait une contradiction dans les termes –, mais nous croyons que notre rôle de sociologues consiste à répondre à une demande sociale, et que, si la sociologie continue de se développer dans une certaine direction, ce n'est pas parce qu'elle produit des discours d'une manière neutre et objective, mais parce qu'elle s'efforce de répondre à une certaine demande sociale. Mais justement, les demandes des pouvoirs constitués ne sont pas les seules légitimes, les titulaires légitimes de cette demande sociale ne sont pas seulement les groupes dominants, mais aussi les dominés ; et nous avons décidé d'être « dans l'autre camp ». Goffman rappelle dans *Asylums* que le point de vue des médecins travaillant dans les institutions psychiatriques est déjà connu, surreprésenté en quelque sorte : mais il nous manque le point de vue des sujets enfermés dans les « institutions totales ». Voilà, nous essayons de faire parler les voix réduites au silence : ce qui ne signifie pas que nous acceptons comme une vérité tout ce que le « peuple » dit, mais tout simplement que nous développons une confrontation dialectique.

Surtout, nous essayons de ne pas réduire nos sujets à des simples objets de nos recherches, à des témoins impersonnels et passifs qu'il faut interviewer pour ensuite reconstruire l'interview comme bon nous semble : pour nous, la recherche est, comme le dit Bourdieu, un exercice spirituel, une conversion, au sein de laquelle notre regard change avec celui des sujets situés. Quel est donc notre rôle ? Il consiste à les guider vers la compréhension de ce qui relie une lutte locale à d'autres luttes aussi locales, à essayer de déconstruire les pulsions xénophobes, par exemple chez les ouvriers de Terzigno luttant contre les décharges, à montrer à ces ouvriers que le dispositif qui les piège est le même qui piège les roms ou les sénégalais qu'ils détestent : rattacher donc la localité d'une lutte à la globalité des luttes en général.

*Cahiers* : Du coup, une immense question surgit spontanément chez tous ceux qui font de la recherche « engagée » : à travers vos pratiques de circulation du savoir et d'intervention au sein de la population, êtes-vous parvenus à créer des pratiques, des lieux, éventuellement précaires et provisoires, au sein desquels des éléments de savoirs ont pu produire des résultats pratiques, structurels ou contingents ?

A.P. : Nous pouvons revendiquer, non pas une contribution directe à la modification de l'ordre politique, mais une contribution – en collaboration avec d'autres sujets – à la modification de la représentation de soi propre à ces subjectivités. Nos outils sont essentiellement maïeutiques, ils servent à faire sortir des choses qu'ils ignoraient de posséder. Donc, comme on l'a dit, à relier le local et le global, et à donner un langage à cette Chose réduite à l'aphasie.

Par exemple, au moment de la parution de notre ouvrage sur l'amiante<sup>14</sup>, l'émission télé *Uno Mattina* nous a invités sur son plateau, mais ils ne voulaient pas les ouvriers, ils ne voulaient que les « professeurs ». Mais le livre était le fruit d'une écriture collective, réalisée avec les ouvriers ! Les choses que nous y disons, les « hétérotopies du capital », ce n'est pas que nous qui les avons dites, l'explication de leur condition venait d'eux. Nous disions : ce que vous êtes en train de dire, Foucault l'a présenté dans ces termes-ci : est-ce qu'ils vous paraissent convaincants ? La *conricerca* implique de développer une conscience de soi plus générale, un positionnement de soi-même,

au sein d'une topographie sociale plus générale : qu'est-ce qui me relie aux luttes de migrants, à celles de Pomigliano ?

La naturalisation des luttes sociales est un fil conducteur, justement : la tendance à dire, de n'importe quelle lutte, qu'elle ne voit pas au-delà de ses intérêts immédiats. Aux mères de Terzigno, les journalistes posaient des questions d'un certain type : « Connaissez-vous le fonctionnement du système des retraites ? », « Connaissez-vous le fonctionnement du Welfare State ? »... Mais, si tu parles avec elles, elles te disent des choses différentes : mon frère est en prison, mon époux est au chômage... Si l'on pouvait se balader aux pieds de la Bastille en 1789, on entendrait des discours semblables !

*Cahiers* : Revenons sur le livre consacré à l'amiante : tu disais qu'il a été écrit avec les ouvriers...

A.P. : Nous ne sommes que la « voix » terminale, conclusive, de ce processus de connaissance. Sur le plateau d'*Uno Mattina*, je ne voulais pas y aller sans les ouvriers, mais on a voté et on a décidé que le meilleur parti était d'y aller, même tout seul, pour utiliser tactiquement cette occasion. Pour ces gens, qui ont les poumons ravagés par l'amiante, qui doivent changer de boulot ou de ville parce que leur usine ferme, ce n'est pas aussi facile que pour moi – moi, le Professeur – de prendre un train et d'aller à Rome pour parler à la télé...

Et puis, pendant un travail de ce type, des choses inattendues se passent : la procédure judiciaire contre la direction de l'usine, qui était à l'arrêt depuis huit ans, a redémarré... Bien entendu, ce n'était pas à cause du livre, mais le livre a contribué à réactiver l'attention, et il a été utilisé pendant le procès.

Cet ouvrage a en outre contribué à créer des résonances : d'autres cas d'empoisonnement des ouvriers par l'amiante, non seulement en Italie, à Battipaglia ou à Gela, mais aussi au Brésil ou à Stockholm. Voilà ce que nous entendons par « localité » des luttes : les luttes ne peuvent qu'être locales, car elles prennent forme là où le pouvoir affecte ton propre corps. Penser les révolutions en termes subjectivistes, en termes de prise de conscience d'un intellectuel collectif, n'est qu'une vulgarisation hâtive du marxisme. La révolution d'octobre est née de la viande pourrie donnée aux marins du cuirassé Potemkine : ces marins-là ne pensaient pas qu'ils étaient en train de faire la Révolution d'octobre, ils pensaient à la viande avariée qu'ils étaient en train de manger, tout comme la foule sous la Bastille ne songeait pas à faire la Révolution française. Le temps historique est toujours le présent, puisque personne ne peut s'extraire de sa « localité », sortir de chez lui et partir se battre pour des idéaux qui ne l'affectent pas immédiatement.

Les idéologies, les projets portant sur une nouvelle société, canalisent des processus, mais ne peuvent pas remplacer le jeu des forces où les luttes voient le jour. Nous avons la mauvaise habitude de penser dans des termes idéalistes, je veux dire ici, en Italie : que l'on songe à tout le vocabulaire gramscien, à l'idée de l'« intellectuel organique », nous avons tous tendance à viser un sujet « pur », immatériel...

*Cahiers* : À ce propos, pouvez-vous nous donner quelques éléments sur vos pratiques de recherches ou de *conricerca* ? Sur la manière dont s'est développé le rapport aux « sujets » immédiatement pris dans ces luttes ? Avez-vous créé des moments de discussion collective avec eux ? Sous quelles formes ? Assemblées, rencontres...

On peut formuler la question d'une manière plus générale : quelle sont les pratiques d'enquête qui vous semblent plus caractéristiques et plus décisives par rapport au travail et à la structure du groupe ?

*Stefania Ferraro* : Nous appartenons à la grande « famille » de l'ethnographie : nous employons toutes les techniques, propres à la recherche ethnographique, qui nous semblent pouvoir servir, avec une attention particulière à l'égard de la *conricerca*. Ce qui implique d'attribuer une très grande importance à la participation des « enquêtés ». L'outil principal est l'entretien ou l'interview, mais il ne faut jamais négliger les longs entretiens informels avec les sujets avec lesquels nous avons des contacts, des entretiens qui sont important même au-delà du moment de l'interview, qui est le plus structuré d'un point de vue méthodique. Il faut aussi tenir compte de la participation du chercheur aux assemblées générales des mouvements naissants, aux rencontres et aux réunions privées... Sans oublier bien entendu l'étude de documents et de matériaux déposés dans les archives, des expertises médicales, et aussi l'analyse des données qualitatives. Nous avons recours à toutes ces techniques sans faire d'aucune un fétiche.

*A.P.* : L'aspect décisif est la *circularité du processus* : partir d'un partage, construire une recherche avec les sujets qui sont « sujet-objet » de la recherche, leur rendre les élaborations issues de ce processus, les mettre à l'épreuve des sujets, les interroger à propos de ces élaborations, proposer et mettre à l'épreuve les catégories interprétatives. La restitution ou l'*output* de la recherche est un moment collectif.

On a eu des vrais échanges : les ouvriers d'Isochimica sont venus régulièrement dans nos cours, devant les étudiants, nous avons été au tribunal pour témoigner en faveur des ouvriers de ce que notre activité nous a permis de découvrir. De tels échanges produisent des courts-circuits, des effets critiques : les ouvriers ont rencontré les étudiants précaires, la condition de ces travailleurs envoyés dans des établissements empoisonnés s'est confrontée avec celle des jeunes qui passent d'un stage au suivant sans jamais voir un sou...Encore : il y a eu une rencontre à Bagnoli, entre les ouvriers inscrits au syndicat, liés aux schémas des luttes venant de la CGIL, et les ouvriers que tous les syndicats délaissent, qui ont fait l'expérience de luttes « sauvages », et puis une autre rencontre entre ouvriers du Sud et ouvriers de la Vénétie, car en Vénétie ils ont les mêmes problèmes, mais ces problèmes-là ne deviennent pas des récits...

*Anna D'Ascenzio* : Personnellement, j'ai utilisé les travaux d'Alessandro Pizzorno<sup>15</sup> déjà il y a plusieurs années, dans ma thèse qui portait sur les rapports entre syndicats et mouvements sociaux, en particulier entre 1968 et 1977. On trouve quelque chose de très important chez Pizzorno, au-delà de ses mérites politiques : certes, du point de vue méthodologique, Pizzorno a fait circuler en Italie des textes comme *Théorie de la classe de loisir* de Thorstein Veblen, des textes qui s'écartaient beaucoup de la tradition positiviste. Mais ce que tout le monde a valorisé dans son travail est le problème de la relation entre les sujets de l'enquête : il y a tout un archipel de chercheurs qui travaillent avec la méthode qualitative, qui réunissent des biographies, des entretiens. Notre spécificité réside dans la tentative de développer un rapport différent avec les « enquêtés ».

*A.P.* : Mais ce n'est pas un problème technique... Bourdieu avait recours à la méthode quantitative d'une manière assez décomplexée.

*A.D'A.* : Bien sûr, on utilise la méthode quantitative si elle peut être utile...

**S.F.** : Ce qui change est le rapport de confiance avec le mandataire.

**A.P.** : Bien sûr ! Le sociologue qui travaille pour Fiat, demande lui aussi à ses chefs, à Marchionne, si son travail à lui leur convient, s'il correspond aux attentes de ses mandataires.

*Cahiers* : À propos des « mandataires », quel rapport entretenez-vous avec les institutions, publiques et privées, et surtout avec l'Université ? Comment fonctionnent vos relations avec ces éventuels « mandataires » ?

**A.P.** : Nous avons une attitude très « laïque » là-dessus : il est évident que nous avons besoin d'être financés, de « manger » ; nous ne croyons pas à la pureté révolutionnaire, qui est un sport pour riches. Nous sommes disponibles à collaborer avec les institutions, notamment avec les institutions qui sont prêtes à financer nos recherches, parfois dans une optique purement tactique, une espèce de ruse propre aux classes populaires... Autrement dit, de nombreux projets que nous développons sont élaborés *ad usum delphini*, ils correspondent à des exigences tactiques : les institutions, publiques et privées, veulent entendre certaines choses et payent pour se les faire raconter. Mais elles se satisfont souvent du titre, ou de la validation universitaire : au niveau du développement du projet, nous pouvons écrire ce que nous voulons, personne n'a jamais contesté les résultats.

*Cahiers* : Vous arrivez donc à avoir une certaine autonomie dans votre travail...

**A.P.** : Il s'agit évidemment de ruser, les institutions nous connaissent, elles ne tombent pas toujours dans le panneau... Au début, il était plus facile de ruser, maintenant on est plus connus.

*Cahiers* : Ce que vous dites sur la ruse « populaire », sur la nécessité de survivre, nous renvoie à une donnée : vous vous êtes toujours confrontés au problème de la précarité. D'où la question suivante : avez-vous mené une réflexion spécifique sur le précarat intellectuel ?

**A.P.** : Nous partageons avec nos « enquêtés » l'expérience de la précarité. J'ai été précaire pendant dix ans, et j'ai été embauché à la fac en 2001, dernière grande ouverture avant le *lockdown* général... C'est aussi d'ici que vient notre attitude « laïque » à l'égard des institutions et les pouvoirs publics. Les ouvriers que nous rencontrons pensent de la même manière : s'ils peuvent obtenir des salaires ou des retraites, ils n'hésitent pas à traiter avec Matteo Renzi.

*Cahiers* : Et votre revue ? Quelle est sa fonction ?

**A.P.** : La revue nous sert principalement de plateforme pour créer des réseaux et des contacts extra-universitaires.

*Cahiers* : Est-ce qu'elle pourrait servir pour établir des contacts durables entre des chercheurs spatialement dispersés, entre des sujets qui ont travaillé autrefois avec l'URiT ?

**A.P.** : Elle sert à communiquer avec des chercheurs précaires, par exemple. Et c'est un outil d'auto-réflexivité. La collection a la même fonction de ce point de vue.

*Cahiers* : Mais comment les gens s'approchent-ils de l'URiT ? De quelles manières des étudiants, des enseignants et des chercheurs rencontrent-ils ce groupe ? De quelle manière vous découvrent-ils ?

**A.D'A.** : Très banalement, je me suis rapprochée du groupe parce que j'étais une militante.

A.P. : Souvent, c'étaient des étudiants qui venaient vers nous, ou alors des chercheurs fatigués de leur routine universitaire, du conformisme de la recherche ordinaire, et même des éclopés de l'Université, des chercheurs écartés du marché du savoir...

*Cahiers* : Cette donnée est frappante, ce profil sociologique des figures qui composent ces groupes de recherches. Par exemple, le GRM est largement composé de chercheurs nomades, qui ont dû se changer en globe-trotteurs, et qui sont souvent toujours précaires ou expatriés : certains enseignent dans les lycées, d'autres ont des contrats ou des postes au Brésil...

A.D'A : Nous aussi nous avons parmi nous de ces profils, des gens qui ont dû travailler à l'école.

A.P. : Bien sûr, il en existe en Belgique, en France : ils restent toujours des membres de l'URiT, malgré la diversité des parcours individuels – c'est comme des métastases que nous diffusons dans l'organisme universitaire ! Disons qu'un groupe tel que le nôtre rassemble des « déshérités », voire des inadaptés qui ne s'inscrivent pas tout à fait dans les institutions contemporaines du savoir.

*Cahiers* : Au-delà de ce rapport tactique avec les institutions, il serait intéressant de savoir si vous avez pu développer des méthodes didactiques, des manières d'évaluer, cohérentes avec votre position dans le champ de la recherche et du travail intellectuel.

A.P. : Tout se tient dans un travail comme le nôtre, il n'y a pas de différences énormes entre les différentes pratiques. Bien entendu, nous ne sommes pas naïfs, nous ne dénions pas que nous sommes les porteurs d'un savoir, et partant nous sommes conscients qu'il faut qu'on transmette quelque chose aux étudiants.

Cela étant dit, nous sommes aussi conscients du fait que les méthodes traditionnelles de l'enseignement ne marchent pas bien : je veux dire que cette idée suivant laquelle l'enjeu est de raconter les pensées de Durkheim, Bourdieu, Althusser, etc., néglige complètement le fait qu'une transmission pédagogique fonctionne bien s'il y a une demande ; mais la demande de l'étudiant, par exemple d'un étudiant qui a un problème avec ses propres pulsions suicidaires, ne porte pas sur ce que Durkheim disait du suicide, mais éventuellement sur les raisons qui font que lui en tant qu'individu veut se donner la mort, ou des choses de ce genre-là.

Le défi consiste ainsi à donner un *droit de cité*<sup>16</sup> aux demandes et aux questions<sup>17</sup> : aux demandes et aux questions des étudiants, certes, mais c'est la même chose avec les demandes sociales que nous rencontrons en menant des enquêtes. La demande sociale légitime n'est pas celle du ministre qui me demande de transmettre certains savoirs, d'appliquer un certain programme, mais celle de l'étudiant. Ainsi, quand l'étudiant se pointe, je lui pose des questions sur ses curiosités, et après on essaie tous les deux de les formuler en termes sociologiques. Il s'agit toujours de donner une voix à des sujets réduits à l'aphasie. On connaît la vieille chanson : « les jeunes sont apathiques, n'ont plus de valeurs, sont tout le temps branchés sur les réseaux sociaux, sont de plus en plus ignorants et débiles... ». Moi, depuis une vingtaine d'années, donc depuis que j'enseigne, j'ai toujours entendu dire ça. Chaque année les collègues constatent que les étudiants sont plus mauvais que l'année précédente. Selon ce discours, la race étudiante devrait se trouver au même niveau que les vers de terre, puisqu'elle ne fait que dégénérer depuis vingt ans !

Au contraire, ce dont il s'agit pour nous est de faire ressortir les demandes et les questions, de toucher aux unités énonciatives fondamentales de la demande ou de la

question : l'enjeu consiste à fournir les éléments d'un point de vue sociologique qui se configure chaque année d'une manière différente parce que les étudiants, leurs subjectivités, sont différents. A partir des questions qui sont ainsi reconstruites depuis leurs bases, je veux dire à partir des questions formulées dans la salle de cours, on remonte aux théories des classiques de la sociologie, lesquels apparaissent ainsi comme des réponses fournies à ces demandes. Autrement dit, il s'agit de faire naître la théorie dans la salle de cours, une théorie qui surgit des demandes et des questions formulées, et qui n'est pas transmise comme un corpus figé de doctrines. Si tu débarques et tu expliques Weber, la théorie de la modernisation et de la bureaucratie, l'étudiant se demande, à juste titre : « Qu'est-ce qu'il raconte, celui-là ? ». L'attitude change si tu arrives à parler de Weber et de ses théories à partir des questions que l'étudiant se pose, par exemple, parce qu'il s'est bagarré avec l'administration de la Faculté. Les théories sont ainsi produites par les étudiants, qui doivent ensuite les rattacher à celles des classiques vus comme des outils qui peuvent répondre à leurs questions.

Donc, quand nous commençons les cours, nous savons que les étudiants doivent connaître Weber ou Parsons, mais, cette exigence générale mise à part, on ne peut savoir ce que le cours donnera, chaque leçon est nécessairement improvisée, et c'est pourquoi pendant le cours l'enseignant découvre qu'il savait des choses qu'il avait fini par oublier, qu'il n'était plus conscient de savoir. La salle de classe devient un champ ouvert, et aussi un champ de bataille.

Ce dispositif change aussi la structure des examens, car le sujet de la leçon est inventé à chaque fois, et le rapport entre enseignants et étudiants est en quelque sorte renversé. Je veux dire par là que l'enjeu consiste surtout à se poser la question de savoir à quoi peut bien servir l'acquisition de ces savoirs. Parce que, soyons honnêtes, l'Université chez nous ne produit que du précarier intellectuel, les enfants des vraies élites s'en vont à Harvard, non à Salerne ! Donc, si le jeu de l'Université est de te rendre ignorant et subalterne, la sortie de la subalternité ne peut que passer par une réappropriation du savoir, ce qui impose de rompre avec le jeu typique de l'école et de l'Université de masse, qui font des sermons sur l'importance des études, mais adressent en même temps un clin d'œil disant à l'étudiant : essaie de t'en sortir à moindres frais, par exemple en essayant de comprendre ce que le prof veut entendre et en n'étudiant que cela...

Tel est le dispositif de l'Université et de l'école de masse : d'une part, l'obligation de l'étude, d'autre part le précarier, la prolétarianisation, les expédients...

Donc, nous n'imposons pas de fréquentation obligatoire, car, si tu n'es pas content d'être là, à quoi bon que tu viennes ? C'est le premier point ; le deuxième, c'est que nous ne donnons pas de lectures obligatoires pour les étudiants qui fréquentent le cours.

Donc, en ce qui concerne l'examen final, le moment de l'évaluation, nous essayons de renverser les rôles, de ne pas reproduire la violence symbolique immanente à la figure du professeur qui débarque en déballant son Foucault ou son Bourdieu. Au cours de ce processus pédagogique, l'évaluation devient une pratique autre, le rapport entre évaluateur et évalué est renversé. L'évaluateur devient quelqu'un qui fournit une impulsion : une page, une photo, etc., et ouvre à partir de là une discussion collective. La structure de l'examen change à chaque fois, part de

questions différentes, des livres lus par les étudiants, et se construit à partir de tout cela sans limites temporelles fixées une fois pour toutes. Le problème principal de l'enseignant est de disparaître autant que faire se peut...

Évidemment, c'est avec les notes des examens qu'on fait les moyennes, et les moyennes servent dans la vie... Donc, l'évaluation, je dois la pratiquer, mais en la renversant : ce n'est pas ton savoir que j'évalue, mais la manière dont tu as joué le jeu proposé.

Il s'agit en somme d'utiliser le savoir comme un instrument de libération collective, de rompre avec son usage propriétaire, à des fins d'exploitation et de domination. La libération collective est un besoin presque biologique de l'espèce humaine, il faut en finir avec le mythe de l'égoïsme, de l'*homo homini lupus*. Le savoir fait partie de ce besoin, il sert et doit servir pour devenir autre chose de la chair à stage ou à bureau de l'emploi.

## NOTES

1. En français dans le texte
2. En français dans le texte
3. En français dans le texte
4. Entre 2007 et 2008, la population de Naples et de la Campanie a donné vie à de nombreuses révoltes contre les différents plans de distribution des décharges et des incinérateurs sur le territoire. La saturation chronique des décharges est abordée par les gouvernements successifs (d'abord celui de Romano Prodi, ensuite celui de Silvio Berlusconi) à travers des plans de construction d'incinérateurs et d'accumulation et de stockage des déchets qui, selon les habitants des lieux intéressés, font fi des risques sanitaires et des conditions de vie des populations.
5. Cesare Lombroso (1835-1909), Alfredo Niceforo (1876-1960), Paolo Orano (1875-1945), représentants des sciences sociales positivistes italiennes, leurs travaux attribuent une importance majeure à l'hérédité et à la dégénérescence dans l'explication des phénomènes sociaux et tendent à rattacher les comportements et les idées à des types biologiques et somatiques. Tous les trois théorisent l'infériorité naturelle des populations du Sud de l'Italie.
6. En français dans le texte
7. Sergio Marchionne (1952-2018) a été administrateur délégué de Fiat de 2004 à 2018 et l'architecte du déplacement des intérêts stratégiques de Fiat loin du territoire italien. En 2010, il impose aux travailleurs de l'établissement de Pomigliano, l'une des grandes usines Fiat dans le Sud de l'Italie, un accord qui durcit considérablement les conditions du travail et qui est approuvé malgré l'opposition d'une partie consistante des ouvriers et dans un contexte où la FIOM, principale centrale syndicale des métallurgistes, est exclue des négociations.
8. Sur les pratiques de l'enquête dans la Nouvelle Gauche italienne, sur Raniero Panzieri et sur le terme « conricerca » (« recherche-en-commun »), voir Andrea Cavazzini, *Enquête ouvrière et théorie critique*, Liège, PULg, 2013 et Séminaire du GRM 2011-2012, « L'enquête ouvrière hier et aujourd'hui », séance du 19 novembre 2011, disponible sur Hypothèses.org, Carnet du GRM, [https://grm.hypotheses.org/files/2013/01/GRM\\_5annee\\_2e\\_seance\\_Cavazzini\\_15\\_octobre\\_2011\\_aux\\_origines\\_de\\_la\\_conricerca-2.pdf](https://grm.hypotheses.org/files/2013/01/GRM_5annee_2e_seance_Cavazzini_15_octobre_2011_aux_origines_de_la_conricerca-2.pdf).

9. En français dans le texte
10. Antonello Petrillo (dir.), *Biopolitica di un rifiuto. Le rivolte antidiscariche a Napoli e in Campania*, Vérone, Ombre corte, 2009. Le mot italien « rifiuto » veut dire à la fois « refus » et « déchet ».
11. Robert Putnam (1941), politologue états-unisien, il a théorisé le « capital social » constitué par les traditions du civisme et de la solidarité communautaire. Sur l'Italie, cf. en particulier *Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy* (with Robert Leonardi and Raffaella Nanetti), Princeton, Princeton University Press, 1993.
12. En français dans le texte
13. La « Terra dei fuochi » est un vaste territoire entre Naples et Caserte et le lieu d'un désastre environnemental et sanitaire majeur, dû à la pratique massive, notamment de la part des organisations criminelles, de l'enfouissement illégal de déchets toxiques et des incinérations sauvages des déchets.
14. Antonello Petrillo (dir.), *Il silenzio della polvere. Capitale, verità e morte in una storia meridionale di amianto*, Milan, Mimesis, 2015. Ce travail retrace, notamment à travers des récits biographiques, les conséquences de la contamination massive par l'amiante à Avellino, en Irpinie, lorsque 400 ouvriers, embauchés par l'entreprise Isochimica, durent démanteler des millions de wagons ferroviaires appartenant à l'entreprise nationale des chemins de fer, pour les bonifier de l'amiante, sans la moindre mesure de protection.
15. Alessandro Pizzorno (1924-2019), sociologue italien, il anime dans les années 1950 la revue *Ragionamenti* (avec notamment Franco Fortini, Roberto Guiducci et Renato Solmi), dont il représente, avec Guiducci et l'économiste Franco Momigliano, le lien avec l'expérience productive et communautaire de l'entreprise Olivetti. Il est parmi les « pères » de la tradition italienne de l'enquête sociologique-militante dans les réalités sociales et productives du Nord industrialisé.
16. En français dans le texte
17. En italien, « domanda » signifie à la fois « demande » et « question ».

## RÉSUMÉS

Cet entretien a été réalisé dans l'automne 2019 dans le cadre d'une recherche plus vaste sur les formes de l'enquête militante et sur les rapports possibles entre travail de recherche et intervention politique. Elle vise à connaître et à faire connaître le travail de l'URiT (Unità di Ricerca sulle Topografie Sociali, créé en 2008 auprès de l'Istituto Universitario Suor Orsola Benincasa di Napoli), une expérience de sociologie militante dont la pratique de l'enquête dans des contextes politiquement et socialement « sensibles » représente un aspect fondamental. L'entretien porte sur les méthodes de travail et sur les expériences de terrain qui font des pratiques d'enquête, d'écriture, d'enseignement des moments de construction autonome et partagée de significations et de valeurs orientées par une intention critique.

## INDEX

**Index chronologique** : XXIème siècle

**Index géographique** : Naples, Italie

**Mots-clés** : enquête militante, conricerca, sociologie critique, ethnographie politique, pédagogie alternative, Bourdieu Pierre, Foucault Michel, Pizzorno Alessandro, Said Edward, topographie sociales, autonomie du sujet, critique des ordres du discours, pratiques de recherche sociologique militantes

## AUTEURS

### ANDREA CAVAZZINI

Agrégé de philosophie, membre du GRM.

### MARCO MORRA

Titulaire d'un Master en Philosophie à l'Università di Napoli "Federico II". Chercheur en Philosophie politique, collabore avec le GRM.